

SYNTHESE DE LA REUNION PUBLIQUE SUR LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

GRAND DEBAT NATIONAL

Bagnères-de-Bigorre - 20 février 2019

- ✚ Environ 80 personnes présentes Salle de l'Alamzic
- ✚ Débat animé par deux personnes de la société civile : Anne-Marie Thalès et Gwennael Kieffer

✚ Différentes interventions sur :

- La faillite de notre démocratie représentative
- Un système démocratique à bout de souffle : déconnection entre le peuple et ses dirigeants politiques nationaux avec des électeurs dont le rôle est devenu passif.
- L'Assemblée nationale est devenue une simple chambre d'enregistrement : le Parlement n'a plus qu'un rôle de figurant
- Des parlementaires qui ne représentent pas les territoires qui les ont élus en appliquant trop souvent une discipline de groupe lors des votes.
- Un recours banalisé à l'article 49-3 de la Constitution
- Des dénis de démocratie récurrents :
 - - ✓ retour sur le référendum de 2005 par lequel les Français ont rejeté la Constitution européenne. Le Traité CETA doit être entériné prochainement par la France. Avec les enjeux énormes qu'il comporte, il devrait faire l'objet d'un référendum. Ce qui n'est pas prévu.
 - ✓ manque de réactivité ou latence de la haute Autorité publique qui trop souvent fait traîner l'application des lois en ne prenant pas les décrets d'application ou en permettant de contourner la loi (ex : pénalité financière pour une entreprise qui ne respecte pas le nombre d'emplois devant être réservés aux personnes handicapées). Cela doit cesser.
- Les actes antisémites des derniers jours doivent appeler les citoyens à se réunir autour des valeurs qui fondent le socle de notre République : liberté, égalité, fraternité, mais aussi, tolérance et universalité.
- Attention cependant à ne pas se laisser instrumentaliser : les homophobes et les antisémites sont très minoritaires dans le mouvement des Gilets Jaunes.
- Aveuglement des médias qui manipulent l'information

- Pour certains, la France n'est plus en démocratie. Il y a un sentiment de perte de libertés
- Pour d'autres, la France est en démocratie, mais ce mouvement social montre qu'il y a un problème profond avec un mépris des classes populaires.
- Le Gouvernement doit arrêter de culpabiliser le peuple
- Face à une déviance dans l'exercice du pouvoir (affaire Benalla), il doit être fait preuve d'exemplarité en haut lieu
- Toutes les conquêtes démocratiques se sont faites par des mouvements sociaux dans tous les domaines, partis politiques, syndicats y compris les mutuelles.
- Il y a aujourd'hui urgence à agir, à inventer de nouvelles façons de faire en remettant l'homme et la nature au milieu de tout.
- Il faut refonder notre modèle de société en faisant entrer la démocratie dans les entreprises pour des réponses concrètes en terme d'amélioration des conditions de travail et de besoins sociaux
- Il faut sortir de l'échec du capitalisme qui s'empare de toutes les facettes de notre vie
- Pour gagner en liberté individuelle, les citoyens doivent cesser d'être complices du grand consumérisme que l'on nous impose.

Les pistes de réflexion avancées

Renforcer la participation citoyenne : un exercice du pouvoir plus collectif

- Lutter contre la verticalité dans le fonctionnement de nos instances représentatives
- S'inspirer des expériences de démocratie directe en Suisse, aux USA, en Islande et ici en France dans la Drôme
- Solliciter les citoyens directement par référendum : mise en place du RIC
- Pour certains, il est impossible de gouverner tout le temps par référendum
- Additionner les intelligences collectives
- Mettre en place une nouvelle méthode de gouvernance comme remède à notre démocratie en panne : la sociocratie qui prend en considération la parole minoritaire par le consentement
- Développer les espaces de délibérations collectives. Ouvrir des permanences en ville pour représenter les complexités de la ville et permettant la parole des plus minoritaires.
- Inscrire ces rencontres dans la durée : se retrouver une fois par mois et en amont des Conseils municipaux pour faire remonter les idées des citoyens
- Développer la concertation citoyenne bien en amont des projets pour éviter tout risque de contestation

- Une concertation citoyenne éclairée qui fait la part belle à la complémentarité entre élus locaux, citoyens et bureaux d'études mobilisés sur les projets du territoire
- Une concertation citoyenne qui s'engage, qui travaille et qui accepte de dialoguer avec ceux qui les représentent.
- Utiliser les nouvelles technologies pour solliciter l'avis de peuple
- Mettre en place un budget participatif pour faire participer les citoyens à la décision publique

Développer l'engagement de la jeunesse

- Création d'un Conseil municipal des Jeunes : une instance de partage avec les élus du Conseil Municipal dédiée aux jeunes pour palier le problème de leur représentativité : travailler, être force de proposition en se basant sur la volonté et les compétences des jeunes actifs
- Renforcer l'éducation à la citoyenneté : dès le plus jeune âge pour encourager les jeunes à aller voter au-delà d'un engagement aujourd'hui numérique. Une éducation à poursuivre tout au long de la vie.
- L'école comme la formation permanente, doivent éduquer au respect de toute personne (remettre l'humain au centre) à prendre des responsabilités, à découvrir ce qu'est le bien commun, et à le rechercher.

Pallier les carences de la démocratie représentative

- Mise en place d'un vote à la proportionnelle pour lutter contre la sous-représentativité des classes populaires à l'Assemblée nationale.
- Mettre en place le tirage au sort des citoyens appelés à siéger dans les assemblées (comme les jurys d'assises) qui seront de fait plus représentatives du peuple.
- Favoriser l'égalité d'accès à la vie publique et à la politique : stopper la toute-puissance des hauts fonctionnaires

Lutter contre l'abstention

- Reconnaître le vote blanc
- Oser s'engager en politique si on a des propositions fécondes et qui ne sont pas représentées

Rénover le rôle des élus

- Être élu n'est pas un métier mais une fonction.
- Ne pas revenir sur l'interdiction du cumul des mandats exécutifs et locaux mais interdire le cumul des mandats dans le temps. Il faut du renouvellement : que les nouvelles générations s'engagent
- Diminuer le nombre de parlementaires : 1 par département et muscler leurs compétences.
- Pour d'autres, augmenter au contraire le nombre de parlementaires pour plus de contacts directs avec la population
- Leur donner plus de moyens pour qu'ils remplissent au mieux leur rôle : de la pédagogie, du terrain, et rendre des comptes très régulièrement et publiquement.
- Diminuer le train de vie de l'Etat et des parlementaires qui doivent être exemplaires

Renouveler les règles du jeu

- Réformer nos institutions
- Revenir sur la Constitution de 1958
- Localement de manière concertée en débattant dans un lieu dédié

Durée des débats : 2h